

PLF et PLFSS 2026 : impact sur le droit aux vacances

Le PLF et le PLFSS 2026 menacent directement le droit aux vacances et l'égalité des chances en annonçant la suppression des Colos apprenantes, la taxation des activités sociales et culturelles des CSE et la réduction des moyens de l'Économie Sociale et Solidaire.

Le 11 octobre dernier, l'Unat, en tant que membre du Mouvement associatif, a pris part à la mobilisation nationale « Ça ne tient plus ! ». Plus de 350 actions ont été organisées dans toute la France, rassemblant des milliers de citoyens, bénévoles et salariés, pour alerter sur la fragilisation du secteur associatif et sur l'urgence d'un engagement renouvelé de l'État.

L'Unat poursuit sa mobilisation, plus que nécessaire à l'heure où le Projet de Loi de Finances (PLF) et le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2026 prévoient des mesures budgétaires et fiscales qui affectent directement le droit aux vacances et l'égalité des chances. La baisse des financements publics menace nos espaces d'éducation populaire, nos hébergeurs et nos organisateurs de séjours ; elle se répercute également sur les moyens financiers des collectivités locales et territoriales. Les aides destinées aux publics éloignés des vacances – familles, enfants, jeunes, seniors, personnes en situation de handicap – sont fragilisées, mettant en péril la mixité sociale et la cohésion qui fondent le socle même de nos structures.

Trois sujets concentrent particulièrement nos inquiétudes :

- La jeunesse, avec notamment la suppression du dispositif Colos apprenantes ;
- Les CSE, avec la taxation des chèques-vacances ;
- L'ESS, avec une forte réduction des moyens d'accompagnement des acteurs associatifs.

Jeunesse : la disparition des Colos apprenantes

Le PLF 2026 prévoit la baisse de 26% des crédits du programme « Jeunesse et Vie associative » avec la suppression pure et simple de la ligne budgétaire dédiée aux Colos apprenantes, passant de 36,8 M€ en 2025 à 0 € en 2026.

Cette décision intervient alors que chaque année, un Français sur quatre ne part pas en vacances, dont plus de 4 millions d'enfants et de jeunes.

Les colonies de vacances représentent un lieu essentiel de socialisation et d'émancipation pour les enfants, en particulier dans un contexte où la santé mentale des jeunes ne cesse de se dégrader. Situation jugée par ailleurs préoccupante par le gouvernement à tel point qu'il l'a désigné Grande Cause nationale en 2025.

Effacer ce dispositif, c'est priver des milliers d'enfants (400 000 enfants depuis 2020) d'un levier majeur d'égalité des chances et d'accès aux vacances. En parallèle, le maintien du Pass colo constitue une mesure positive, permettant à de nombreux enfants de bénéficier d'un départ en vacances.

Et ce d'autant plus que la pression croissante sur le budget des collectivités fait peser une menace, aux impacts malheureusement déjà mesurés, sur l'organisation de séjours éducatifs pour la jeunesse (classes de découvertes, accueils collectifs de mineurs...).

CSE : la taxation des chèques-vacances menace l'accès aux vacances

Le PLF 2026 introduit une contribution patronale de 8 % sur les aides sociales versées aux salariés, considérées comme des compléments de salaire. Or, les chèques ANCV ne sont pas un complément de rémunération mais un dispositif public favorisant le répit, la socialisation et l'accès aux vacances.

Ce dispositif permet aussi un soutien direct à l'économie locale, avec une consommation et des emplois touristiques non délocalisables.

Cette fiscalisation risque de réduire fortement les aides aux vacances financées par les CSE, fragilisant l'accès aux départs pour des millions de familles.

ESS : une amputation budgétaire historique

Alors que, selon la Cour de comptes, il y a 211 milliards d'euros d'aides aux entreprises, le soutien à l'ESS n'est que de 16 milliards. Ce secteur ne touche que 7 % des aides publiques aux entreprises alors qu'il pèse 14 % de l'emploi privé.

Le PLF 2026 prévoit pourtant une réduction de 54 % du budget alloué à l'économie sociale et solidaire, incluant une forte diminution des moyens du Dispositif local d'accompagnement (DLA). Nous ne pouvons que souligner le paradoxe de cette baisse annoncée alors que la France s'apprête à accueillir le Forum mondial de l'ESS.

Le tourisme social et solidaire est le tourisme de l'ESS : un tourisme à but non lucratif, qui met en tension de façon originale finalités et moyens, et qui porte des pratiques et valeurs coopératives ancrées sur les territoires. Pour les structures de l'Unat, cette coupe budgétaire fragilise directement les emplois locaux et les activités touristiques à fort impact social et territorial.

L'Unat appelle à un sursaut politique

L'Unat, ses adhérents et ses 1600 structures (auberges de jeunesse, centre de vacances pour les jeunes, village de vacances pour les familles, associations de solidarité pour l'accès aux vacances) constituent un véritable maillage sur tout le pays.

L'Unat alerte le Gouvernement et les parlementaires : à force de tirer sur la ficelle, elle finira par rompre, menaçant ainsi des pans entiers de notre bouclier social et humain, qui contribuent encore à faire tenir notre société.

Ces mesures, dans un premier temps, compromettent le droit aux vacances pour tous, particulièrement pour les publics les plus éloignés, et l'Unat appelle donc à un sursaut politique pour :

- Maintenir le dispositif Colos apprenantes, à l'instar du Pass colo, dans le PLF 2026 et préserver les acteurs de l'éducation populaire ;
- Renoncer à la fiscalisation des activités sociales et culturelles des CSE ;
- Préserver les budgets de l'ESS, essentiels à la vitalité du tissu associatif.

Plus largement dans un second temps, ces mesures sont autant de freins à la bonne santé de notre économie en général et en particulier aux équilibres des écosystèmes territoriaux dont les centres de vacances sont des acteurs indispensables.

Contact presse :

Caroline Mitlas - *responsable de la communication et de l'animation du réseau régional*
communication@unat.asso.fr – 07 51 63 99 69

À propos de l'Unat

L'Unat est une association reconnue d'utilité publique créée en 1920. Tête de réseau du Tourisme Social et Solidaire, elle représente les principaux acteurs touristiques à but non lucratif engagés en faveur du départ en vacances pour le plus grand nombre. L'UNAT partage la conviction que les vacances ont une véritable utilité sociale, en tant qu'outil permettant le plein exercice de la citoyenneté.